

Convention collective régionale

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**
(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2007
RELATIF À LA PRÉVOYANCE (FRAIS MÉDICAUX)

NOR : *ASET0850144M*
IDCC : *1384*

Article C 34.1

1. Contrat souscrit par l'employeur au bénéfice des salariés

Bénéficiaires : A effet du 1^{er} janvier 1975, la totalité du personnel salarié à partir du 7^e mois de travail continu dans l'entreprise ou intermittent au sens de la convention collective (suspension du contrat sans rupture) ainsi que le conjoint et les enfants à charge du salarié qui bénéficient d'une prise en charge par la sécurité sociale au titre d'ayant droit d'un tel de leur parent.

Régime : Remboursement complémentaire aux prestations en nature de la sécurité sociale (frais de maladie, chirurgie, prothèse, etc.) dans le respect des dispositions légales, notamment du cahier des charges du contrat dit responsable.

Cotisations : Sauf accord interne dérogatoire, à compter du 1^{er} avril 1987 la participation de l'employeur est fixée à 50 % de la cotisation totale du régime de base, dans la limite d'un maximum fixé à 1,10 % du plafond de sécurité sociale par mois quelle que soit la catégorie de salarié, la situation de famille ou la situation géographique de l'entreprise (les options complémentaires facultatives ne sont pas prises en compte dans cet accord). Au cas où la cotisation devrait être à nouveau majorée, la participation à charge de l'employeur ne dépassera pas 1,10 % du plafond de la sécurité sociale.

Le refus éventuel par un salarié de son immatriculation ne le dispense pas des dispositions collectives de participation financière qui s'imposent à tous comme partie du contrat de travail.

Par accord interne, les garanties souscrites ou la répartition des cotisations pourront être modifiées (participation du CE, etc.). De tels accords ne peuvent pas contraindre l'employeur à majorer sa participation directe ou indirecte (par le CE), dont les limites sont précisées ci-dessus.

Le choix de l'organisme assureur incombe à l'employeur (après information et consultation du CE, à défaut des DP) aussi longtemps que la retenue des salariés reste inférieure ou égale à 1,10 % des salaires. Dès qu'elle devient supérieure, ce sont alors les représentants des salariés (CE, à défaut DP) qui décident du choix de l'assureur. Ceux-ci peuvent, en outre, exiger le remplacement d'un régime préexistant par les avantages prévus aux présents articles. Les employeurs non assurés ou mal assurés seront mis en demeure de souscrire un contrat d'assurance et devront verser directement les allocations éventuellement dues pour la période durant laquelle le personnel n'a pas été assuré.

Fait à Reims, le 14 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des maisons de Champagne.

Syndicats de salariés :

Fédération agroalimentaire Champagne-Ardenne (FRAACA) CFE-
CGC ;

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat du champagne FO.